

*Initiatives ministérielles*

région à l'autre, de sorte que les régions au-delà du sud de l'Ontario sont acculées de plus en plus vers une récession.

Ce ne sont pas seulement les régions du Canada qui subissent les effets des taux d'intérêt élevés, mais également les divers secteurs de l'économie canadienne. L'impact sur le secteur manufacturier et celui des ressources est particulièrement sévère, ces deux secteurs étant très vulnérables aux taux d'intérêt élevés pratiqués sur les emprunts. Par ailleurs, le secteur des services est susceptible d'échapper, dans une large mesure, aux conséquences des taux d'intérêt élevés, de sorte que ce sont les régions et les autres secteurs qui seront touchés tandis que le gouvernement s'acharne à poursuivre sa politique des taux d'intérêt élevés en vue d'enrayer complètement l'inflation.

Peut-on vraiment prétendre qu'un taux d'inflation de 5,5 p. 100 risque de compromettre la stabilité des prix et la croissance économique? La Banque du Canada préconise un taux d'inflation nulle mais il est impossible de voir comment le Canada compte atteindre cet objectif dans un monde où l'économie mondiale est de plus en plus interdépendante et alors que nos partenaires commerciaux, dont les États-Unis, ont des taux d'inflation bien supérieurs au taux zéro.

Nous devons, avant toute chose, savoir ce que l'on entend par politique monétaire anti-inflationniste. Les euphémismes comme ralentir ou freiner l'économie signifient vraiment récession.

L'objectif ici est double: d'abord, le gouvernement entreprend, par l'entremise de la Banque du Canada, de réduire la demande en augmentant le coût de l'emprunt et, ensuite, de réduire les revendications salariales en augmentant le taux de chômage, ce qui a pour effet de limiter le pouvoir de négociation des syndicats. Ces deux objectifs, par définition, provoquent la récession et entraînent une baisse du niveau de vie du Canadien moyen.

Pour que la Banque du Canada, pleinement soutenue par le gouvernement, puisse atteindre son but, c'est-à-dire un taux d'inflation équivalant à zéro, il faudrait que les gouvernements renoncent aux augmentations inflationnistes d'impôt, comme la taxe sur les produits et les services, et que les augmentations moyennes des salaires diminuent au point où elles correspondraient plus ou moins aux augmentations moyennes de la production réelle par membre de la population active. Cela représenterait une augmentation d'environ 2,8 p. 100 en 1988, de 1,1 p. 100 en 1989 et probablement une augmentation encore moindre en 1990, la productivité diminuant à cause des facteurs de récession. Croit-on vraiment pouvoir espérer de si faibles augmentations de salaires en

adoptant une politique des taux d'intérêt? J'en doute énormément.

À elle seule, la politique de l'argent rare n'atteint pas les objectifs qu'on visait à l'origine. Cette politique ne semble pas maîtriser une inflation même modérée, alors inutile de songer à une inflation nulle. La politique des taux d'intérêt élevés que préconise le gouvernement mine exactement ce qu'elle voulait protéger, soit le niveau de vie des Canadiens. Si elle ne fonctionne pas, c'est parce que la politique budgétaire du gouvernement vient contrecarrer sa politique monétaire.

Les dépenses énormes du gouvernement ont accru les pressions inflationnistes exercées sur notre économie, ce qui fait que le pays a accumulé une dette sans précédent. Ripostant à ces pressions inflationnistes par l'augmentation des taux d'intérêt, le gouvernement a dû hausser les impôts et à surchauffer par le fait même l'économie en payant encore plus d'intérêts sur sa dette. Ces mêmes pressions inflationnistes ont incité la Banque du Canada à augmenter les taux d'intérêt. Nous nous retrouvons encore une fois dans un cercle vicieux que connaissent trop bien tous ceux qui analysent la politique économique du gouvernement.

Ce qui est venu aggraver le dilemme, c'est que, de plus en plus, le gouvernement s'est vu obliger d'aller chercher des fonds à l'étranger. C'est donc dire que le Canada est de nos jours plus directement touché par l'augmentation des taux d'intérêt internationaux qu'il ne l'a été depuis bien longtemps. La dette, tant publique que privée, du Canada à l'étranger s'élève actuellement à environ 200 milliards de dollars et ne cesse de croître. Chaque année, le Canada emprunte près de 60 milliards de dollars à l'étranger, niveau sans précédent dans notre histoire, ce qui limite beaucoup notre capacité de participer à l'économie internationale en pleine évolution.

La politique canadienne de taux d'intérêt élevés a eu d'importantes répercussions négatives sur nos exportations. Cela fait habituellement augmenter la valeur d'une devise. Or, nous avons vu la valeur de notre dollar augmenter rapidement, passant d'environ 70c. à plus de 85c. Les conséquences sur les exportations canadiennes en sont considérables. Il n'est pas étonnant que la position commerciale du Canada se soit détériorée. L'excédent commercial du Canada est tombé à moins de 5 milliards de dollars en 1989, la moitié du niveau enregistré l'année précédente et environ le quart du maximum atteint en 1984.